



Panorama affaires publiques des actualités du monde de la santé

Semaine du 24 mars 2025

INFOS ET CHIFFRES CLÉS

EN RÉSUMÉ

Nominations

- **David Catillon** : directeur d'hôpital, il a été nommé directeur de l'offre médico-sociale à l'Agence régionale de santé (ARS) Provence-Alpes-Côte d'Azur.
- **Yann-Gaël Amghar** : inspecteur général des affaires sociales et ancien conseiller social au cabinet de Gabriel Attal à Matignon, il a été nommé président du Haut Conseil pour l'avenir de l'assurance maladie.
- **Romain Delassus** : chef du service du numérique du ministère de la Culture, il va rejoindre la société Qubit Pharmaceuticals en tant que directeur des données et des systèmes d'information.
- **Florika Fink-Hooijer** : directrice générale de l'environnement de la Commission européenne, elle prend la tête de l'Autorité de préparation et de réaction en cas d'urgence sanitaire.
- **Anne Fichen** : ancienne collaboratrice de Bruno Le Maire et Thomas Cazenave, elle devient adjointe au sous-directeur des études et des prévisions financières à la direction de la sécurité sociale.

Feuille de route du gouvernement – François Bayrou a annoncé le lancement de quatre grands chantiers d'ici au 15 avril, portant sur l'éducation, la santé, la bureaucratie et les finances publiques. Concernant la santé, il a mis en avant la lutte contre les déserts médicaux, citant la proposition de loi du député PS Guillaume Garot sur la régulation de l'installation des médecins. Une conférence nationale sur les finances publiques se tiendra en avril pour préparer la loi de finances et le PLFSS 2026.

Rejet de la régulation de l'installation des médecins – La commission des Affaires sociales de l'Assemblée nationale a supprimé le principe d'un fléchage contraignant des nouvelles installations, au grand dam du rapporteur Guillaume Garot. Toutefois, l'obligation de permanence des soins a été adoptée, malgré l'opposition des syndicats médicaux.

Déserts médicaux : des mesures imminentes – En parallèle des débats parlementaires, François Bayrou a confirmé que de nouvelles initiatives gouvernementales seront annoncées prochainement pour lutter contre la pénurie de médecins.

Numérique en santé : vers une souveraineté accrue – Le CESE propose 13 mesures pour garantir un numérique en santé sécurisé et inclusif, notamment via un cloud souverain, un meilleur accompagnement des citoyens et une régulation renforcée de l'IA médicale.

Mortalité infantile – Une étude de l'Ined alerte sur la position préoccupante de la France en Europe. Avec un taux de 4,5 ‰ chez les garçons et 3,7 ‰ chez les filles en 2022, le pays se classe 23^e sur 27 dans l'UE, loin derrière la moyenne européenne. L'étude pointe des inégalités d'accès aux soins et la qualité de la prise en charge périnatale.

Dépistage et prévention – L'Institut Montaigne souligne le retard de la France en matière de dépistage organisé. Il recommande des mesures pour renforcer l'accès aux tests et sensibiliser la population, avec l'objectif de dépasser la moyenne européenne d'ici 2030.

Dépenses publiques et santé – Les dépenses publiques ont progressé de 3,9 % en 2024, atteignant 57,1 % du PIB. La hausse des prestations sociales (+39,1 Mds€) et des remboursements de soins médicaux (+4,3 %) alimente cette augmentation. La ministre Amélie de Montchalin plaide pour une révision des mesures d'urgence adoptées lors des crises précédentes.